



Union Locale des **SYNDICATS CGT** du Roannais

**SAMEDI 14 OCTOBRE:**  
**RASSEMBLEMENT**  
**à 10h30 Place de la LOIRE**  
**MANIFESTATION**  
**jusqu'à la Mairie de Roanne.**

**Salariés du Privé, salariés de la fonction publique, des sociétés nationales et publiques,  
Retraités, Chômeurs, CITOYENS, Usagers;**

**l'Union Locale CGT du Roannais et l'ensemble de ses syndicats du secteur privé,  
les syndicats CGT de EDF-GDF, de l'AFPA, des Hospitaliers, des Cheminots, des PTT et  
FranceTélécom, des Communaux Roanne - Mably -Le Coteau - Riorges - Grand Roanne, de  
l'Education Nationale, de la CPAM, de l'Action Sociale et de l'Arsenal - GIAT Industries - ESCAT;**  
vous appellent toutes et tous à faire **du SAMEDI 14 Octobre une grande journée de manifestation et  
de rassemblement** contre les directives gouvernementales **de privatisation, de suppression  
d'emplois, de casse des services publics et d'injustice sociale.**

**Le gouvernement et les députés UMP** viennent d'adopter en première lecture **la loi de privatisation de Gaz de France**, contre l'avis d'une très grande majorité de la population: il n'y a plus que 12% des français qui se prononcent pour cette privatisation. Il est inadmissible que pour des questions idéologiques et politiciennes, une poignée de députés dictent leur loi à tout un pays!

**Le Conseil des ministres vient d'entériner le projet de loi de finances pour 2007.** Il s'agit encore une fois, de nouveaux allègements et cadeaux fiscaux aux entreprises et contribuables les plus fortunés; d'une forte pression sur les dépenses économiquement et socialement utiles au profit d'une dérive sécuritaire:

- limiter le montant des impôts des plus riches.
- faire bénéficier aux entreprises de plus de 3 MILLIARDS d'allègement.
- exonérer les entreprises de moins de 20 salariés au SMIC, de leurs cotisations sociales.
- 15 000 postes de la fonction publique sont supprimés, dont 8700 dans l'éducation nationale.
- les dépenses sécuritaires sont privilégiées.
- les privatisations vont se poursuivre !!

**Le projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale** va encore accentuer les **inégalités**; il anticipe de façon négative le rendez-vous de 2008 sur les retraites; il condamne les secteurs hospitaliers aux restrictions budgétaires; il poursuit la politique d'exonération des cotisations patronales qu'il envisage de ne plus compenser totalement. Le gouvernement reconnaît une dette de 15 milliards d'euros de l'Etat envers la Sécurité sociale mais il n'en tire aucune conséquence.

Ces choix vont à l'encontre de l'efficacité économique et de justice sociale; ils ne profitent pas à la grande majorité des salariés et ne permettent pas de résoudre les difficultés économiques et sociales que connaît la France.

Le gouvernement et l'UMP au pouvoir ne tirent aucune leçon des mouvements sociaux récents. "Ils" enfoncent un peu plus la France d'en bas et au passage, se servent, font d'énormes cadeaux à leurs amis du grand Capital. Les deux "correspondants locaux" de ce gouvernement (*Nicolin-Clément*) approuvent des deux mains tous les projets des Chirac-Villepin et autre Sarkozy !

---

**Il faut IMPOSER d'autres choix politiques !!**  
**Tous ENSEMBLE, dans l'action, avec la CGT !**

## GIAT Industries, Centre de Roanne

Le Plan de licenciement GIAT 2006 vient de supprimer 4000 emplois au GIAT entre 2003 et le 1er juillet 2006. **A Roanne, plus de 800 salariés ont été obligés de quitter l'établissement.**

Dans le même temps **150 salariés de St Chamond subissent le déplacement quotidien (3 heures de route aller/retour)** pour conserver leur emploi. Plus de **30 intérimaires** ont été mis en place depuis le retour des congés. Les **salariés "sont mal dans leur peau" (Etat de santé dégradé, stress, déprime, etc..)**. **L'établissement est totalement restructuré et désorganisé.** C'est la grosse "pagaille"!

Non satisfait de cette situation désastreuse (économiquement et humainement), à peine sorti d'un plan extrêmement douloureux, le PDG VIGNERON, soutenu par le gouvernement UMP, **vient d'entériner** (au 1er Décembre 2006), contre l'avis unanime des salariés et de leurs organisations syndicales, **la FILIALISATION du Groupe GIAT.**

Filialisation égal: éclatement du Groupe en plusieurs filiales et sous-filiales, remise en cause de l'ensemble des droits des salariés, puis ouverture du capital, **PRIVATISATION**, vente ou disparition de certaines activités; recentrage sur le seul métier d'intégrateur et ensuite **ALLIANCES capitalistiques** avec des industriels **PRIVES américano-européennes !!**

Vigneron, dictant sa vision personnelle de la stratégie de Défense Européenne, agit **sans aucune autorisation politique de l'Assemblée Nationale et du Sénat.** Seuls, la Ministre de la Défense et quelques députés UMP, ici ou là (*dont Nicolin et Clément*) le soutiennent dans son opération d'anéantissement de la Société Nationale GIAT Industries.

La politique Européenne de Défense n'existe pas, pas plus que la politique d'industries de Défense Européenne. Vigneron et ses amis de l'UMP sont en train de livrer la fabrication nationale de l'armement terrestre aux appétits du grand capital américano-européen. Qu'en pensent les CITOYENS français ??

Ces perspectives dangereuses pour la nation, produisent déjà leurs effets sur l'établissement de Roanne: Transformé en filiale rebaptisée NEXTER Systems, les 777 emplois promis au Centre de Roanne sont DEJA remis en cause !! Le Contrat d'Entreprise liant l'Etat et le Groupe GIAT n'est déjà plus respecté ! Des activités, comme la réparation des Boîtes de Vitesse sont mises en concurrence avec le Privé !! L'activité Bureau d'Etude voit ses effectifs fondre comme neige au soleil !!

**La CGT propose tout autre chose: le rassemblement unitaire des salariés, avec les citoyens, pour faire en sorte que nos établissements RESTENT sous le contrôle de l'ETAT Français, par la création d'un Pole Public de Défense National !**

**NON à la FILIALISATION/PRIVATISATION.**

**Le 14 Octobre, Tous ENSEMBLE !!**

## **10 ans de PRIVATISATION L'heure du BILAN à FRANCE TELECOM ROANNE**

- 2 Bâtiments fermés: Baron du Marais et Riorges
- Suppression de 1/3 des emplois
- Suppression du service des renseignements, le 12
- Insuffisance d'investissement dans le réseau avec pour conséquence des interventions très longues à mettre en place pour réparer les lignes en dérangement.
- Attente insupportable dans la boutique France Telecom, Rue Charles de Gaulle.
- Attente insupportable pour des renseignements commerciaux au 1014.

**Tout cela, mis bout à bout, entraîne des dégâts importants en terme de service rendu à la population Roannaise. Pour que Roanne et son agglomération vivent, pour un service de qualité pour tous, les employés de France Telecom luttent chaque jour afin de développer les activités de proximité et maintenir les emplois des services publics.**

### **EDUCATION NATIONALE: SDEN-CGT FORMIDABLES MAIS INQUIETS !**

**Les enseignants sont des gens formidables :** suite aux dernières directives ministérielles, ils sont désormais **capables de mettre en place les PPRE** (Programmes Personnalisés de Réussite Educative), d'accueillir les enfants handicapés, d'enseigner les langues vivantes étrangères (enseignement auparavant assumé par des assistant(e)s étranger(e)s...

**L'opinion publique**, caressée dans le sens du poil par le Pouvoir, **a des attentes immenses et justifiées** vis-à-vis de l'Education Nationale.

D'où l'inquiétude palpable du monde enseignant qui devra faire plus, qualitativement et quantitativement, avec beaucoup moins : **8700 postes d'enseignants disparaissent dans le budget 2007**, se rajoutant aux **25 000 postes volatilisés depuis 5 ans.**

Les conséquences, contrairement aux allégations de nos gouvernants, sont malheureusement prévisibles : *recul de l'accueil des 2-3 ans, formation continue sabotée, remplacements non assurés, surcharge de travail pour tous avec un temps de concertation en augmentation et toujours pas reconnu, augmentation des effectifs par classe, de la maternelle à la terminale, des RASED (Réseaux d'aide) incomplets, une polyvalence accrue et de plus en plus mal vécue dans le 1er degré...*

Les enseignants n'en peuvent plus de faire le grand écart, entre des **attentes et des exigences toujours plus fortes et des moyens toujours plus réduits.**

Après les juges de Bobigny montrés du doigt, les enseignants seront-ils les prochaines cibles ?

### **PTT : "Ne laissez pas la Poste vous échapper".**

C'est le thème lancé par la CGT lors de la campagne nationale en direction de tous les usagers pour préserver et développer le Service Public de la Poste.

\* En effet actuellement on assiste à des fermetures de bureaux en zone rurale.

\* A une dégradation de la distribution du courrier (certains jours par manque de moyens, des tournées ne sont pas assurées pénalisant surtout les particuliers).

\* A un éclatement des services (Guichets, Distribution, financier) qui risque de pénaliser les usagers les plus modestes !

Face à cette attaque des "technocrates de Bruxelles" et du Gouvernement (ouverture totale à la concurrence (privé français mais aussi étranger) dès 2009 de l'ensemble des activités postales), nous affirmons que la POSTE doit demeurer un Service Public de PROXIMITE et de qualité pour tous les citoyens.

Une présence de ces services pour répondre aux besoins actuels et futurs de tous les usagers, dans les zones rurales et urbaines participant ainsi à l'aménagement du territoire.

Il faut lutter, avec la CGT !!

## AFPA de Roanne :

Demain : Quelles seront les missions de l'AFPA ?

Quels services pourront nous rendre :

1 - Aux demandeurs d'emploi. 2 - Aux demandeurs de formation ?

L'avenir du service public de formation professionnelle est en jeu : nous avons tous notre mot à dire.

**Le gouvernement se désengage financièrement.** Voici les conséquences de cette politique :

Une absence totale de politique lisible et ambitieuse qui a des effets ravageurs :

\* à l'interne, les personnels sont démobilisés

\* comme à l'externe, dans cette période cruciale de signature des conventions tripartites régionales avec les conseils régionaux

**Nombre de nos emplois vont disparaître d'ici à 2009-2012.** (gel des emplois, non-remplacement des départs naturels, ...)

Les organisations administratives ne sont plus opérationnelles, **on les régionalise**, on diminue leur voilure.

Les missions des formateurs et des psychologues sont **dévoquées** : l'homme et ses besoins ne sont plus au centre de nos missions ; **l'économie, la productivité et la rentabilité financière sont les seuls critères** de mesure.

L'hébergement et la restauration, ne semblent plus être dans les priorités. La liste serait trop longue à vous énumérer.

La charge de travail demandée aux salariés de l'AFPA ne permet plus de travailler dans des conditions acceptables.

**Nos usagers en font les frais en terme de qualité du service rendu.**

- Une rémunération suffisante doit être assurée aux stagiaires de la formation professionnelle, afin d'éliminer une des causes essentielles d'abandon en cours de formation.

- La gratuité pour l'utilisateur, en particulier pour la formation et l'hébergement, est la règle de base pour permettre une égalité effective.

- Le droit doit être reconnu à chaque citoyen de suivre la formation de son choix

**Mobilisons-nous le 14 octobre pour dire NON à cette politique d'un autre temps qui nous mène droit dans le mur.**

## SNCF-CGT-Roanne

Sur le Roannais, la **politique de l'entreprise, dictée par les directives européennes** se traduit par :

\* **la disparition purement et simplement de l'activité FRET** (*nationalement c'est 1 million de camions supplémentaires sur les routes.*)

\* **La réduction de l'amplitude d'ouverture des gares**, entre Roanne et St Etienne, avec en **perspective leurs fermetures définitives** comme cela s'est produit pour Régnay, St Victor.....

\* Une **nouvelle politique de vente agressive** axée sur des produits rentables où la notion d'utilisateur disparaît au profit du terme client.

\* **une détérioration sans précédent des conditions de voyage** avec des horaires non respectés, du matériel insuffisant et hors d'âge entraînant de nombreuses pannes dans des trains surchargés.

\* **L'abandon progressif des transversales LYON-BORDEAUX, LYON-NANTES** passant par Roanne au profit du tout TGV.

\* **Une infrastructure d'ensemble mal entretenue** avec des risques sur la régularité mais aussi la sécurité des circulations.

**Cette stratégie n'a qu'un seul but, remodeler en profondeur la SNCF pour l'orienter vers la recherche de la rentabilité financière au détriment de la notion même de service public, quelque en soit le prix pour les usagers et les cheminots !**

## CGT-HOPITAL

Alors que le **Conseil d'Administration de l'Hôpital de Roanne a voté**, le 23 juin dernier, grâce aux voix de Nicolin (Président du CA) et ses copains, **la suppression de 40 postes\*** à l'hôpital, le même Nicolin, en tant que député, va devoir voter prochainement le Projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale dont dépendent les budgets hospitaliers.

On sait déjà que l'augmentation proposée (3.5% pour les hôpitaux) est très en dessous des moyens réels et que **cela conduira inmanquablement à d'autres suppressions de postes**, tout ceci bien évidemment au détriment des conditions de travail des personnels et de la qualité des soins et du service rendu aux malades.

Pourtant :

- selon l'ACCOSS, **24 milliards d'Euros d'exonérations de cotisations patronales** auront été accordés **aux patrons en 2006.**

- selon la cour des Comptes, **les dettes de l'Etat** envers la Sécu s'élèvent à **9 milliards d'Euros** pour l'année en cours.

- enfin, **selon l'URSSAF d'Ile de France**, la **fraude patronale**, notamment des grands groupes, s'élève, cette année à **8.4 milliards d'Euros !!**

Si l'on rajoute à cela la **décision du gouvernement de faire prendre en charge par la sécurité sociale les primes d'assurances des chirurgiens du privé** (*qui pourront ainsi faire allégrement le plein de leur Ferrari...*)

On voit bien que

**le problème de la sécu n'est pas une question de dépense, mais bien un problème de recettes qui ne rentrent pas !**

Tout ceci est organisé par le gouvernement avec un seul objectif : liquider notre sécu, offrir notre système de soins à leurs amis du Privé !

\* 11 infirmières - 6 aides soignantes - 13 administratifs - 5 médico-techniques - 5 ouvriers.

## Action Sociale

Les établissements médico-sociaux du bassin Roannais, financés par les prix de journée sécurité sociale, n'échappent pas non plus à la rigueur budgétaire. Bien au contraire, depuis 2002, afin de faire des économies pour "boucher" le soi-disant trou de la sécu, une nouvelle loi impose à tous les établissements de sur-optimiser" nos moyens. En voici les conséquences :

- le secteur social et médico-social financé par les fonds publics entre dans le champ de la concurrence et du secteur marchand.

- les jeunes accueillis deviennent des prestations que l'on doit tarifier.

- Les effectifs des jeunes accueillis dans les institutions baissent considérablement. Parfois une baisse de 30%.

- La disparition progressive des lits d'internats de près de la moitié dans certains établissements.

- une logique gestionnaire qui limite de façon non négligeable les moyens et les supports éducatifs ainsi que les temps d'échanges et de réflexion des professionnels.

- L'arrivée dans le secteur social et médico-social d'une nouvelle forme de management, très hiérarchisée et autoritaire.

C'est désormais le département, donc le Conseil Général, qui a l'entière responsabilité du RMI. Cela représente bien sûr, un coût supplémentaire important mis en avant pour justifier un contrôle de plus en plus serré des bénéficiaires.

La CGT dénonce un esprit qui relève "du devoir de travailler" et non pas du devoir d'assistance, de solidarité.

## Fonction Publique Territoriale

### SALAIRES, CARRIERES :

**Assez de bricolage !!**

**Urgence pour des mesures ambitieuses !!**

La nécessité de **services publics de qualité** répondant toujours mieux aux besoins des populations **est reconnue par tous**. Le sort aujourd'hui réservé aux personnels territoriaux, en terme de conditions de travail, de rémunérations, de qualité des emplois ne va pas dans ce sens.

Dans le même temps **gouvernement et employeurs territoriaux n'anticipent pas le choc démographique à venir** : les nombreux départs en retraite doivent être préparés de manière ambitieuse en renforçant considérablement l'attractivité de la F.P.T. .

Sur les salaires, **le refus persistant du gouvernement de négocier** sur la valeur du point d'indice creuse le contentieux accumulé depuis 2000. **En juillet 2006, la perte de pouvoir d'achat du point d'indice depuis 2000 s'élève à 5,70%** de sa valeur sur l'indice INSEE hors tabac (6.66% avec tabac).

Dans la fonction publique territoriale, cette situation dégradée est accentuée par les inégalités entre les collectivités du fait du poids croissant du régime indemnitaire dans les rémunérations (en moyenne : 14% de la rémunérations des titulaires).

**La question d'une refonte de la grille** répondant aux revendications des agents, mais aussi aux besoins de la fonction publique, **reste entière** (Reconnaissance des qualifications, Classement indiciaire, Déroulement de carrière, ...).

L'exemple de la lutte victorieuse du CPE doit nous inspirer.

### La CGT propose :

- la **garantie du pouvoir d'achat sur 2006**

- le **rattrapage du contentieux salarial 2000-2004, soit 5% de perte de pouvoir d'achat**

- une **refonte ambitieuse de la grille apportant des augmentations de salaire significatives à tous**

- la **reconnaissance et l'harmonisation des qualifications**

- le **déblocage des carrières et des promotions**

- la **revalorisation des pensions des fonctionnaires retraités**

- un **plan de titularisation ambitieux et le respect du statut dans les politiques de recrutement**

- des **mesures sociales bénéficiant à l'ensemble des agents des trois versants de la fonction publique**

- des **créations d'emplois statutaires partout où c'est nécessaire**

- le **développement des missions de la fonction publique pour le bien de toute la population.**

## EDF-GDF:

Alors que le projet de fusion Suez - Gaz de France va être débattu au Sénat, nous devons poursuivre la mobilisation pour dénoncer les effets désastreux de cette fusion.

**CETTE FUSION N'EST QU'UNE OPERATION FINANCIERE ET IDEOLOGIQUE, ELLE NE REPOSE PAS SUR UN PROJET INDUSTRIEL.**

**GDF est un acteur majeur** du secteur gazier en Europe qui pèse 16% du marché (4 fois plus que Suez).

Ses contrats de long terme avec la Russie, l'Algérie, la Norvège ou l'Egypte constituent des **richesses extrêmement importantes.**

Il occupe une position forte dans le secteur du gaz naturel liquéfié.

GDF est peu endetté contrairement à Suez.

La bonne affaire sera donc pour Suez qui pourrait utiliser les richesses de GDF pour réduire son endettement, servir plus de dividendes à ses actionnaires, et financer le coûteux démantèlement du parc nucléaire belge, propriété de sa filiale Electrabel.

**POUR LES USAGERS, C'EST L'AUGMENTATION CERTAINE DES TARIFS DU GAZ, des dépannages payants, la disparition des accueils téléphoniques et physiques Gaz dans le département.**

La Commission Européenne juge déjà que le prix du gaz en France est trop

## Sécurité Sociale

La convention d'objectif et de Gestion (**COG**) vient d'être signée (Août 2006) entre la CNAMTS et l'Etat.

Cette convention détermine les orientations de gestion de la branche maladie pour la période 2006/2009. Elle a été adoptée le 8 juillet 2006 par une majorité du conseil de la CNAMTS; **seules la CGT et l'UNAPL ont voté CONTRE.**

Les budgets des caisses primaires d'Assurance Maladie pour les années 2006/2009 découlent directement de cette COG.

**Après avoir supprimé 3000 postes en 2004/2005, 4500 nouvelles suppressions sont programmées d'ici 2009** au nom des économies de gestion, essentiellement par le non-remplacement des départs.

Le taux de remplacement des départs en retraite est fixé à 60% au niveau national, mais avec des variantes très importantes selon le "classement des Caisses".

La **Caisse de Roanne étant mal classée**, ce taux de remplacement pourrait être fixé autour de **20%**. dans la période concernée, 34 agents peuvent partir en retraite. La **perte d'emplois serait donc, à Roanne de 30 agents**, ce qui représente plusieurs "petits services", ou bien l'équivalent de deux services de taille moyenne.

Cela signifie que **des activités ne pourraient plus être assurées par la CPAM de Roanne**; ce qui entraînerait inexorablement la **fusion de Roanne avec un autre organisme** de la région (les fusions sont vivement encouragées par la COG), pour aller vers un seul point d'accueil éventuellement.

Rappelons que le **Centre de paiement du Coteau a été supprimé** uniquement pour des économies de gestion !!!

Quand on voit la mauvaise qualité des réponses de la plate-forme téléphonique centralisée sur St Etienne, Annecy et Bourg en Bresse, intégrant Villefranche et Roanne, dues à l'éloignement des dossiers; on peut légitimement craindre **une dégradation importante du service rendu.**

Cette dégradation **voulue et organisée** amènera "naturellement" à la **privatisation** de l'assurance maladie.

**L'objectif du gouvernement UMP est bien celui-là !!**

**Nous devons, tous ensemble le combattre.**

bas pour permettre à des concurrents privés de s'implanter.

Elle veut donc contraindre le futur groupe à s'approvisionner davantage sur le marché mondial, là où **les prix peuvent être de 2 à 4 fois plus élevés** que sur notre marché.

**AINSI, LE GAZ DEVIENDRAIT UNE MARCHANDISE COMME UNE AUTRE, SOURCE DE PROFITS JUTEUX, ET LE DROIT A L'ENERGIE POUR TOUS NE SERAIT PLUS GARANTI.**

**LA PRIVATISATION D'EDF SE CACHE A TERME DERRIERE CELLE DE GDF.**

**L'ENJEU EST IMPORTANT MOBILISONS-NOUS AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !**